

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1317>

Ã‰lie Domota : Â« Nous persistons dans notre dÃ©marche unitaire Â »

- Dossier spÃ©cial LKP - Interviews -

Date de parution : 25 octobre 2010

Date de mise en ligne : vendredi 29 octobre 2010

Mis Ã jour le : vendredi 29 octobre 2010

UGTG.org

[L'HumanitÃ©](#) - Jeudi 28 octobre 2010

Âlie Domota : Â« Nous persistons dans notre dÃ©marche unitaire Â »

Guadeloupe, Martinique et Guyane Â nouveau en Âbullition sociale. AprÃªs la grÃªve du 26 octobre, un nouveau rendez-vous est fixÃ© le 14 dÃ©cembre. Dialogue avec Âlie Domota, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'UGTG et porte parole du LKP.

[[JPEG](#)]

Quand j'ai quittÃ© les locaux de l'UGTG le vendredi 22 octobre, nous Ã©tions convenus avec Elie Domota que je l'appellerai de France pour connaÃ®tre l'ampleur de la manifestation du 26 octobre appelÃ©e par LKP.

A minuit heure de Paris, c'est ce que j'ai fait. Elie m'indique alors que la manifestation a rencontrÃ© un trÃ¨s large Ã©cho dans la population guadeloupÃ©enne. MalgrÃ© la pluie 20 000 personnes se sont rassemblÃ©es Ã l'appel des 48 organisations formant LKP. Il n'y a eu aucun incident, la Police Ã©tant restÃ©e cantonnÃ©e autour de la sous-prÃ©fecture pendant que la manifestation se dÃ©roulait dans les rues de Pointe-Ã Pitre. Il me dit que ce rassemblement de masse a renforcÃ© la confiance des responsables de LKP dans leur volontÃ© de poursuivre les luttes sur la plateforme commune qui les rassemblent depuis plus de 2 ans autour de l'application de l'accord BINO. La dÃ©cision a dÃ©jÃ Ã©tÃ© prise de poursuivre l'action par une nouvelle journÃ©e d'action Ã avec appel Ã la grÃªve gÃ©nÃ©rale le 14 dÃ©cembre prochain. Avec d'autres camarades avocats, cela fait plus de 15 ans que je me rends en Guadeloupe pour des formations de juges prud'hommes du collÃ©ge salariÃ©. L'UGTG est l'organisation syndicale majoritaire aux Ã©lections prud'homales. Depuis la crÃ©ation de LKP, les organisations syndicales de Guadeloupe travaillent ensemble. Elie Domota est tout Ã la fois le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'UGTG et le porte-parole de LKP. Au cours d'entretiens avec lui soit dans son bureau soit dans la grande salle du Â« Palais Â » de la MutualitÃ© de Pointe-Ã Pitre qui sert de siÃ©ge au LKP, je lui ai posÃ© toute une sÃ©rie de questions.

Comment expliquer la persistance du niveau de mobilisation en Guadeloupe depuis la signature le 26 fÃ©vrier 2009 de l'accord BINO par LKP et une partie du patronat de Guadeloupe en dehors du MEDEF et de la CGPME ?

[[JPEG](#)]

Â« Tu sais depuis le 5 dÃ©cembre 2008, quand nous avons dÃ©cidÃ© de travailler ensemble, nous n'avons pas cessÃ© de nous rencontrer. On se voit une fois par semaine, le lundi matin, Ã la MutualitÃ©. Nous persistons dans notre dÃ©marche unitaire pour l'application des accords BINO, notamment sur les salaires. Notre combat va rebondir sur cette question au fur et Ã mesure que l'Ã0tat et les collectivitÃ©s territoriales se dÃ©sengagent Â ». Â« Tu te souviens que dans l'accord BINO nous avons obtenu une augmentation de salaires pour tous les salariÃ©s, dont le salaire de base (hors primes et accessoires de salaire) est Ã©gal au SMIC et jusqu'Ã 1.4 SMIC inclus Ils devaient voir leur revenu mensuel augmenter de 200 â ¯ Net. L'Ã0tat et les collectivitÃ©s territoriales devaient verser une partie de cette augmentation par une contribution provisoire sur une durÃ©e de 3 ans. Ainsi la premiÃ¨re annÃ©e la part de l'employeur Ã©tait de 50 â ¯ pour les entreprises allant jusqu'Ã 100 salariÃ©s et de 100 â ¯ au-dessus. L'Ã0tat devait verser 100 â ¯ et la collectivitÃ© territoriale 50 â ¯. Or l'Ã0tat et les collectivitÃ©s territoriales n'ont pas appliquÃ© loyalement leurs

engagements. Au lieu de calculer l'augmentation sur 1.4 SMIC Net, ils ont décidé unilatéralement de prendre 1.4 SMIC Brut. Cela a privé des milliers de salariés de leurs droits. Nous maintenons notre demande d'application de l'accord BINO sur ce point, comme sur d'autres. Nos mobilisations actuelles s'appuient sur la détermination des salariés à voir appliquer l'accord qui devait prendre effet le 1er mars 2009. Sur ce point comme sur d'autres, nos organisations consultent en permanence les travailleurs pour que nous validions les orientations du LKP. Comme tu as pu le voir toi-même, nous organisons régulièrement des assemblées et des meetings dans les communes auxquelles participe ensemble les organisations de LKP. C'est ainsi que nous comparons nos mobilisations comme celle du 26 octobre. Tu le sais pour cette date, nous nous sommes coordonnés avec nos camarades de Martinique et de Guyane. Nous nous réunissons le 14 septembre à Cayenne avec le « collectif du 5 février » de Martinique et l'Union des Travailleurs Guyanais. Nous approfondissons notre plateforme commune. Elle nous permet de nous mobiliser ensemble sur les sujets qui nous sont communs ».

A un autre moment j'ai interrogé Elie sur la difficulté de faire vivre ensemble 48 organisations diverses allant de partis politiques et de syndicats différents, à des associations de consommateurs, des associations de défense de l'environnement, des organisations de défense des locataires, des mouvements culturels etc.

« Il est vrai que chacune des 48 organisations voudrait que le LKP soit sa propre image, presque sa copie conforme. Mais le LKP est une structure vivante qui ne ressemble ni à l'UGTG, ni à la CGTG, ni à aucun parti, association et mouvement qui le compose. Le LKP c'est une création des 48 organisations qui ne peut reproduire l'image de chacune d'entre elles. C'est clairement une organisation anti-capitaliste et anti-colonialiste qui est en mouvement, en création permanente, et avance en se construisant et se construit en avançant ».

Elie Domota bénéficie d'une grande popularité. En se promenant dans le quartier où¹ sont situés les locaux de l'UGTG face au « Palais » de la Mutualité, on peut en prendre la mesure. Il est interpellé à tout moment dans la rue. Ainsi un vieux guadeloupéen l'arrête et lui dit : « **Elie, tu sais je crois que la Guadeloupe est déjà dans son cercueil ! Toi que proposes-tu pour l'en sortir ?** ». La discussion s'engage. En quelques secondes y participent un grand nombre de personnes. Elie met en avant qu'il ne peut avoir de réponse toute faite. Il va falloir du temps pour dégager les perspectives qui rassemblent le peuple travailleur de Guadeloupe.

[\[{JPEG} \]](#)

Un autre jour, une bagarre entre lycéens s'est déclenchée tout près des locaux de l'UGTG. Un des jeunes a été frappé d'un coup de couteau. La tension est montée très rapidement. La Police était absente. J'ai vu Elie passer d'un groupe à l'autre pour calmer les partisans de l'un et de l'autre. J'ai vu ces jeunes qui s'apaisaient au fur et à mesure que ses paroles et ses gestes trouvaient écho en eux.

Quand la Police est arrivée, le calme était revenu dans la rue. La plupart des lycéens étaient retournés en cours. La Police et les ambulanciers ont pu faire leur travail sans que quiconque ne proteste. Il faut ajouter que d'autres dirigeants de l'UGTG bénéficient également d'une grande notoriété, tissée depuis plus de 30 ans dans les différents secteurs d'activité du syndicat. Il est clair que cette popularité ne touche pas l'ensemble des catégories de la population guadeloupéenne. Il est par contre évident que dans la phase actuelle du mouvement, le style particulier d'Elie contribue à sa popularité. Il manie tout à la fois l'humour, l'anecdote et la fermeté sur l'orientation. Cela fait de lui un porte-parole efficace de LKP.

CâEuros"est pourquoi jâEuros"ai voulu approfondir avec lui une question qui me semblait dâ©licate puisquâEuros"il cumule la fonction de secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du principal syndicat guadeloupÃ©en et celle de porte parole du LKP :

[{JPEG}]

Â« Il est vrai que ce nâEuros"est pas facile Â» rÃ©pond Elie. Il ajoute : Â« Parfois mÃªme au sein de lâEuros"UGTG on me demande si je ne suis pas dâEuros"abord le porte-parole du LKP plutÃ´t que le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâEuros"UGTG. A lâEuros"inverse dâEuros"autres Â lâEuros"extÃ©rieur de lâEuros"UGTG, se demandent si le LKP nâEuros"est pas une simple extension des orientations de notre syndicat. Il faut dire que cette situation sâEuros"est imposÃ©e Â nous. Elle nâEuros"a pas Ã©tÃ© rÃ©flÃ©chie par quiconque. A la premiÃ¨re rÃ©union de ce quâEuros"allait devenir LKP, les organisations mâEuros"ont dÃ©signÃ© comme porte-parole. Sans que lâEuros"on sache pourquoi, cette formule fonctionne encore. Nous en discutons rÃ©guliÃ¨rement avec lâEuros"ensemble des autres organisations : la CGTG, les associations, lâEuros"UTA âEuros! ForcÃ©ment les dirigeants de chacune des organisations entendent exister en tant que tels. Parfois lâEuros"un dâEuros"entre eux peut estimer que le porte-parole lui fait de lâEuros"ombre. CâEuros"est une question que nous discutons franchement. Pourtant jâEuros"ai tendance Â inverser la maniÃ¨re de la poser. Le peuple guadeloupÃ©en sâEuros"est appropriÃ© la personne du porte-parole que je suis. Comme je viens de le dire, cela fonctionne bien. Chacune des organisations peut se renforcer mais lâEuros"essentiel consiste Â renforcer LKP comme force collective. Dans tous les cas ce qui acquis par nous tous, câEuros"est que je ne suis quâEuros"un porte-parole, que nous prenons les dÃ©cisions en commun, que nous prenons le temps nÃ©cessaire pour nous unifier en discutant, chaque fois, aussi longtemps quâEuros"il le faut. Le porte-parole nâEuros"est pas chef de parti, il nâEuros"est pas un sauveur suprÃªme. Il nâEuros"est que porte-parole, ce nâEuros"est pas rien mais ce nâEuros"est pas tout Â ».

Au cours de mon dernier dÃ©placement de ce mois dâEuros"octobre, jâEuros"ai pu constater que lâEuros"UGTG ne rÃ©duisait pas son implantation Â lâEuros"organisation des salariÃ©s mais aussi des travailleurs artisans et petits patrons notamment dans les transports. A titre dâEuros"exemple, lâEuros"UGTG organise les transporteurs privÃ©s indÃ©pendants. LâEuros"UGTG dÃ©fend aussi des gÃ©rants de stations services en lutte contre les grandes sociÃ©tÃ©s internationales de distribution des produits pÃ©troliers. Cette particularitÃ© permet de comprendre que, autant lâEuros"UGTG que LKP puissent ainsi irriguer des mobilisations populaires en dehors mÃªme du combat traditionnel des organisations syndicales.

Deux nouveaux fronts de lutte ont Ã©tÃ© ouverts par LKP. LâEuros"un sâEuros"attache Â la place de la langue crÃ©ole dans la vie de la sociÃ©tÃ© guadeloupÃ©enne comme langue rÃ©gionale et lâEuros"autre concerne le refus des syndicalistes interpellÃ©s par la Police ou condamnÃ©s Â lâEuros"occasion dâEuros"actions syndicales de consentir au prÃ©Ã©vement ADN.

[{JPEG}]

Â« Tu sais la langue crÃ©ole, câEuros"est notre langue maternelle. DÃ©s la fondation de lâEuros"UGTG, ce nâEuros"est pas dâEuros"aujourdâEuros"hui, nous avons dÃ©cidÃ© que notre langue serait la langue de la nÃ©gociation avec les employeurs. CâEuros"est la langue dans laquelle nous nous exprimons le mieux et qui fait que les travailleurs nous comprennent. De plus la Charte EuropÃ©enne sur les langues rÃ©gionales retient quâEuros"il est possible dâEuros"utiliser ces langues lorsquâEuros"elles sont parlÃ©es par la majoritÃ© de la population, dans une rÃ©gion donnÃ©e. Cet attachement Â la langue crÃ©ole est lâEuros"un des points dâEuros"ancrage de lâEuros"UGTG comme du LKP. Actuellement nous sommes confrontÃ©s au refus de certains magistrats de voir nos militants sâEuros"exprimer en crÃ©ole. A Pointe Â Pitre, la question est dÃ©sormais rÃ©glÃ©e, le Tribunal fait appel Â des interprÃ©tes si câEuros"est nÃ©cessaire. A Basse Terre, un magistrat de la Cour dâEuros"appel, a exigÃ© dâEuros"une de nos camarades quâEuros"elle sâEuros"exprime en franÃ§ais. Elle a refusÃ© dâEuros"oÃ¹ ces incidents. Pour nous cette position Â©tait dâEuros"autant plus inacceptable que notre camarade Â©tait poursuivie pour avoir tenu des propos diffamatoires et injurieux âEuros! mais elle les avait tenu en crÃ©ole au cours dâEuros"un meeting de notre syndicat. Nous ne voulons pas accepter que certains, jusque dans la

justice, veulent nous effacer de notre histoire, qu'ils veulent nous acculturer. Ils agissent comme si nous en étions encore à l'époque du code noir où l'on ne pouvait parler, chanter, s'exprimer dans sa culture après l'accord du maître. Il en est de même sur la question de l'ADN. On entend pénaliser l'activité des militants syndicaux lorsqu'ils sont interpellés au cours de manifestations ou lorsqu'ils sont condamnés à des peines correctionnelles après tel ou tel conflit du travail. Nous ne voulons pas être enregistrés dans les fichiers comme si, syndicalistes, nous étions des délinquants. C'est pourquoi nous refusons les prélèvements ADN. Le vendredi 22 octobre, deux de nos responsables ont comparu à la Cour d'appel de Basse Terre pour refus de prélèvement ADN. Bien entendu ils se sont exprimés en colère. Le Parquet a demandé une condamnation à une peine avec sursis et 1 000 € – d'amende. Comme nous n'entendons pas interrompre ce combat, il est probable que d'autres de nos responsables, auront à affronter les mêmes difficultés. Nous verrons ! »

Tiennot Grumbach

Source : L'Humanite.fr